



Recommandations des citoyens et discussion avec les politiciens

Atelier européen de Berlin 1er et 2 mars 2020

Contenu

1	Introduction : atelier européen et conférence européenne	3
2	Résultat : recommandations des citoyens et débat sur l'avenir de l'Europe.....	3
2.1	Renforcer les valeurs et la démocratie en Europe	4
2.2	Plus de cohésion en Europe	5
2.3	L'Europe dans le monde	6
2.4	Faire du progrès et de la durabilité un élément social	7



1 Introduction : Atelier européen et conférence européenne

La Bertelsmann Stiftung et le ministère allemand des Affaires étrangères ont organisé une manifestation commune les 1er et 2 mars sous le slogan "2020 - Façonner ensemble l'avenir de l'Europe".

Dans la première partie de l'événement, l'atelier Europe, 75 citoyens de Pologne, de France et d'Allemagne ont élaboré des recommandations concrètes pour une Europe forte, souveraine et solidaire. Ils ont discuté de leurs recommandations lors de la conférence européenne qui a suivi avec le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas et sa collègue bulgare Ekaterina Zaharieva.

Les ministres des Affaires étrangères ont pu apprendre de première main auprès de citoyens de Pologne, de France et d'Allemagne comment ils aimeraient voir l'Europe de demain et ce qui est vraiment important pour eux.

L'atelier européen est une nouvelle forme de dialogue citoyen. 25 citoyens polonais, 25 citoyens

français et 25 citoyens allemands sélectionnés au hasard ont travaillé ensemble pendant deux jours au ministère fédéral des Affaires étrangères à Berlin. Ils représentaient la diversité de la société. Un nombre égal de femmes et d'hommes était présent dans la salle, des personnes d'âges et de milieux socio-économiques très différents. Chacun d'entre eux a discuté dans sa propre langue - avec l'aide d'interprètes, de modérateurs et d'experts.

Les résultats de l'Atelier européen sont présentés ci-dessous. Les résultats comprennent une documentation des recommandations des citoyens qui ont été élaborées par les citoyens dans huit groupes de tables mixtes ainsi qu'un résumé de la discussion avec les deux ministres des Affaires étrangères.

2 Recommandations des citoyens et débat sur l'avenir de l'Europe

Avons-nous besoin de plus de cohésion en Europe ? Comment renforcer les valeurs et la démocratie ? Comment le rôle de l'Europe dans le monde peut-il être façonné ? Comment l'Europe peut-elle devenir plus durable ?

Ce sont les questions dont les 75 citoyens ont discuté pendant un jour et demi et pour lesquelles ils ont élaboré des recommandations politiques. Ils ont ensuite discuté de leurs recommandations avec le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas et la ministre bulgare des Affaires étrangères Ekaterina Zaharieva au cours de la seconde partie de l'événement, lors la conférence européenne qui s'est tenue devant près de 400 invités.

Heiko Maas a pris en compte les propositions issues de l'Atelier européen pour la prochaine présidence allemande de l'UE de septembre à décembre 2020.

Les recommandations des citoyens des huit groupes et les réactions des responsables politiques sont présentées ci-dessous.



Renforcer les valeurs et la démocratie en Europe : Comment renforcer le fondement des valeurs ?

Une plus grande transparence et une plus grande proximité avec les citoyens sont deux points centraux qui ont été réclamés par les citoyens lors des discussions sur les valeurs et la démocratie. En outre, ils souhaitent que les possibilités de participation des citoyens soient élargies et que la protection des minorités soit renforcée. Cela doit être réalisé de différentes manières.

Plus d'informations sur les offres : Chaîne de télévision européenne, News, App

Une proposition visant à améliorer la transparence est la création d'une chaîne de télévision européenne de service public appelée T.E.N. (Transparence. Europe. News). T.E.N. proposera différents formats dans les domaines politique et culturel, mais aussi des programmes sur les différents États membres. La chaîne vise à expliquer la politique européenne de manière claire et compréhensible et à rendre tangible sa signification pour la vie quotidienne des citoyens. Des exemples concrets et des informations pratiques sur l'UE y seront également disponibles. Sous le titre "5 minutes pour l'Europe", les programmes d'information doivent rendre compte régulièrement de l'Europe, afin que les sujets européens soient plus fermement ancrés dans les reportages. L'idée est que l'information relève de la responsabilité de l'Union européenne et non des États membres. Pour compléter l'offre d'information, les citoyens souhaitent voir une application intitulée "L'Europe dans votre poche", dans laquelle les vidéos sont commentées et modérées. Une caractéristique de l'application - la fonction de commentaire peut être utilisée comme point de départ pour les pétitions. Pour toutes les propositions, il est important que le contenu soit présenté de manière compréhensible et que les citoyens aient la possibilité d'apporter leurs propres contributions, qui sont ensuite commentées par des experts. Les formats sont conçus pour répondre aux différents besoins d'information et aux différentes tranches d'âge. Une conception axée sur les jeunes pourrait être réalisée en incluant des YouTubers.

Réaction des responsables politiques

Les deux ministres des Affaires étrangères ont salué les propositions des citoyens et le désir d'une présentation compréhensible. Il est important de disposer d'informations compréhensibles pour que les gens sachent ce que l'UE signifie pour leur vie quotidienne. Les citoyens peuvent alors mieux évaluer si leur propre gouvernement ou l'UE est responsable de certaines décisions. Cependant, les ministres des Affaires étrangères se sont montrés plutôt critiques quant à la possibilité de créer une télévision publique au niveau européen.

Des formats plus participatifs

Outre l'expansion des services d'information, il est important que les citoyens s'impliquent davantage dans l'UE. Les citoyens souhaitent des formats plus participatifs, tels que les consultations des citoyens ou les dialogues citoyens avec des politiciens en charge. Une idée est de diffuser régulièrement des formats de discussion en direct avec des experts et des citoyens de différents États membres sur toutes les chaînes publiques et sur YouTube.

Réaction des responsables politiques

Heiko Maas et Ekaterina Zaharieva comprennent bien le désir des citoyens d'une plus grande participation citoyenne. Il est important pour eux d'assurer un suivi visible des propositions faites par les citoyens à l'échelle européenne.



Plus de cohésion en Europe : faut-il plus de solidarité en Europe ?

Du point de vue des citoyens, le développement d'une identité européenne est important pour renforcer la cohésion et une véritable solidarité avec les citoyens d'autres pays. En outre, les citoyens ont également discuté des défis de la politique sociale, tels que la pauvreté chez les personnes âgées.

Promouvoir une identité commune par des rencontres transfrontalières

Pour accroître la solidarité et la cohésion, il est important de faciliter les contacts personnels directs et les rencontres transfrontalières dans tous les domaines de la vie. Il faut créer des occasions de vivre l'Europe personnellement. Cela serait possible grâce à de nouvelles impulsions telles qu'une année européenne de volontariat ou un échange européen de stages et de bénévolat transfrontaliers. Mais les structures existantes telles que le programme Erasmus ou les rencontres culturelles et sportives transfrontalières devraient également être davantage soutenues et étendues à un plus large cercle de personnes. Un programme Erasmus pour les stagiaires et les personnes âgées ou l'extension du service Interrail seraient par exemple envisageables. Outre les échanges personnels et l'élargissement des horizons, l'utilisation de symboles européens peut également renforcer l'identité commune, par exemple dans les cartes d'identité.

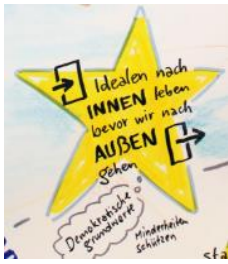
Lutter contre la pauvreté des personnes âgées et le manque de travailleurs qualifiés

Les citoyens sont préoccupés par la pauvreté des personnes âgées et le manque de travailleurs qualifiés, en particulier dans les zones rurales. L'UE peut contribuer à réduire le risque de pauvreté chez les personnes âgées par différentes approches. Tout d'abord, une aide financière aux retraités nécessiteux est nécessaire pour leur permettre de vieillir dans la dignité. En outre, l'UE peut promouvoir l'harmonisation de l'approvisionnement en médicaments

et apporter un soutien financier à des équipements adaptés aux besoins des malades et des personnes âgées. La lutte contre la pénurie de travailleurs qualifiés, en particulier dans les zones rurales, peut être abordée en sensibilisant les jeunes aux professions auxiliaires et en mettant en place des programmes de formation pour les bénévoles et les membres de la famille dans le secteur des soins. Des mesures d'incitation pourraient également être prises pour inciter les médecins à travailler dans les zones rurales, par exemple par le biais de programmes et de bourses de l'UE. D'autres sujets de discussion entre les citoyens ont été la tension entre les systèmes sociaux nationaux et la solidarité intra-européenne, ainsi que le débat sur la mesure dans laquelle l'Europe de la cohésion a besoin ou peut se justifier.

Réactions des responsables politiques

Même si l'UE n'est pas responsable du système de retraite, les ministres des Affaires étrangères veulent aborder la question de la pauvreté des personnes âgées avec eux et examiner ce qui peut être fait au sein de l'UE pour lutter davantage contre cette pauvreté, par exemple dans le domaine de l'éducation et de la formation continue. En outre, ils veulent réduire les différences de salaire entre les États membres de l'UE et œuvrer pour un salaire minimum européen. Heiko Maas a annoncé que le thème « Un salaire minimum européen encadré par l'UE » serait aussi à l'ordre du jour de sa prochaine présidence de l'UE.



L'Europe dans le monde : comment le rôle de l'Europe dans le monde peut-il être façonné ?

L'origine de nombreux problèmes dans le monde réside dans l'inégalité. Les citoyens considèrent qu'il est du devoir de l'UE de rendre la politique commerciale équitable afin d'éviter les conséquences d'une répartition inégale, comme les flux de réfugiés et de migrants. L'UE doit être renforcée de l'intérieur afin d'être forte à l'extérieur.

Promouvoir une politique de commerce équitable

Une politique de commerce équitable commence par les consommateurs. Afin de sensibiliser et d'éduquer les consommateurs, les citoyens préconisent l'introduction d'un label pour les produits. Le label doit évaluer les effets sociaux, écologiques et économiques des produits. Pour que cela soit possible, un organisme de certification indépendant est tenu d'évaluer des critères tels que les salaires équitables, la sécurité au travail, la protection de l'environnement et les contributions fiscales et de fixer des normes. La récompense devrait être volontaire dans un premier temps et devenir obligatoire par la suite. En outre, les pays émergents devraient être soutenus dans leurs efforts pour satisfaire aux exigences des accords commerciaux. En ce qui concerne les autres grandes puissances commerciales telles que la Chine et les États-Unis, les citoyens exigent de l'UE une politique commerciale extérieure souveraine.

Réponse politique

L'UE peut influencer dans sa politique commerciale les entreprises européennes qui produisent à l'étranger et contribuent ainsi au commerce équitable. Pour ces entreprises, l'UE travaille déjà à un label qui prend en compte des critères similaires, comme l'empreinte participative. Des sanctions devraient être imposées pour les violations des droits de l'Homme.

Renforcer l'Europe à l'intérieur pour être fort à l'extérieur

L'Europe doit jouer un rôle plus important dans le monde. Mais cela ne réussira que si l'UE devient également plus forte sur le plan interne. Cela peut être réalisé en étendant les pouvoirs du parquet européen. À l'avenir, ce dernier devrait pouvoir agir en matière de droits fondamentaux ainsi qu'en matière financière. Les citoyens remettent en question la clause d'*opting out* et exigent que les mêmes droits et obligations s'appliquent à tous les pays de l'UE. L'accès au parquet européen devrait être ouvert aux citoyens et à la société civile et les procédures devraient être facilitées. La force interne devrait également être obtenue par une plus grande coopération en matière de politique étrangère et de sécurité. Les citoyens demandent la suppression du droit de veto des États membres et l'introduction des décisions à la majorité (supranationalisation). La légitimité de l'UE doit également être renforcée par un contrôle accru du Parlement européen. En outre, l'UE devrait contrôler plus étroitement les États membres et imposer des sanctions en cas d'urgence.

Réaction politique

Les ministres des Affaires étrangères Heiko Maas et Ekaterina Zaharieva préconisent l'extension des pouvoirs du parquet européen. Toutefois, les institutions des États membres doivent en faire autant. La question de l'extension du parquet européen fera également l'objet des travaux de la présidence allemande.



Façonner le progrès et la durabilité sur le plan social : Comment l'Europe peut-elle devenir plus durable ?

Selon les citoyens, une politique européenne de durabilité ne peut réussir que si elle est conçue de manière sociale et équitable.

Promouvoir les entreprises vertes et soutenir les employés

Plus précisément, l'Union européenne doit promouvoir l'implantation d'entreprises vertes, en particulier dans les régions économiquement faibles, et soutenir les entreprises en réduisant la bureaucratie. Les travailleurs qui perdent leur emploi en raison de la restructuration ou de la fermeture d'industries à forte intensité de CO2 devraient également être soutenus par l'UE et bénéficier d'une réinsertion si nécessaire. La meilleure façon de repenser la durabilité, mais aussi la numérisation, est d'élargir les possibilités d'éducation, de l'école primaire à l'université. Mais ce n'est pas tout, les citoyens souhaitent également voir se poursuivre l'éducation au niveau communautaire, par exemple dans le domaine des technologies de l'information. Une approche européenne commune de l'éducation est importante pour les citoyens.

Green Deal : promouvoir l'innovation - éviter le gaspillage

Sous le titre "Green Deal", les citoyens souhaitent également des mesures à court terme qui favorisent l'innovation et l'investissement pour réduire le gaspillage de nos ressources, comme le partage des modèles et les nouveaux concepts d'emballage. Un aspect important pour les citoyens est la transparence. Concrètement, il est proposé d'introduire un feu de signalisation durable que les consommateurs pourront utiliser pour s'orienter. Les citoyens souhaitent que les différences de prix entre les produits

conventionnels et biologiques soient réduites dans toute l'Europe. Tous les citoyens devraient pouvoir s'offrir des produits biologiques. Des programmes de soutien appropriés pour l'agriculture peuvent y contribuer. Les plateformes européennes d'échange de connaissances et d'échanges d'entreprises et d'investisseurs, la promotion des start-ups font autant partie du Green Deal que les mesures visant à réduire les désavantages concurrentiels vis-à-vis des entreprises non européennes.

Réaction politique Le Green Deal est une priorité de l'UE selon les ministres des Affaires étrangères allemand et bulgare. L'augmentation des investissements dans l'innovation et la recherche est une priorité. Cependant, le financement de la promotion de l'innovation et de la durabilité est un défi selon les ministres des Affaires étrangères. Les négociations actuelles sur le cadre financier pluriannuel de l'UE s'avèrent difficiles en raison d'intérêts divergents. Un exemple de ce conflit est la promotion de l'agriculture biologique. Les agriculteurs veulent non seulement des subventions pour l'agriculture biologique, mais aussi des subventions pour l'agriculture traditionnelle. Afin de donner du poids aux demandes pour plus d'innovation et de durabilité dans les négociations, les ministres des Affaires étrangères appellent les citoyens à participer et, par exemple, à former des groupes de travail. Les contributions et les propositions concrètes des citoyens peuvent contribuer à faire avancer les questions au niveau européen.

Mentions légales

© Mars 2020

Bertelsmann Stiftung
Gütersloh

Auteurs

Anna Renkamp
Jana Fingerhut

Responsable

Anna Renkamp
Dr. Dominik Hierlemann

Graphic Recording

© Christian Ridder

Photos

© Sebastian Pfütz

Adresse | Contact

Bertelsmann Stiftung
Carl-Bertelsmann-Straße 256
33311 Gütersloh
Téléphone +49 5241 81-0

Anna Renkamp
Programme sur l'avenir de la démocratie
Téléphone +49 5241 81-81145
Fax +49 5241 81-681145
anna.renkamp@bertelsmann-stiftung.de

Dr. Dominik Hierlemann
Programme sur l'avenir de la démocratie
Téléphone +49 5241 81-81537
Fax +49 5241 81-681537
dominik.hierlemann@bertelsmann-stiftung.de

Jana Fingerhut
Programme sur l'avenir de la démocratie
Téléphone +49 5241 81-81104
Fax +49 5241 81-81999
jana.marie.fingerhut@bertelsmann-stiftung.de

www.bertelsmann-stiftung.de